

La voiture dans tous ses états

Stratégies industrielles de l'après pétrole

- Ihedate - 19 octobre 2023



T&E: L'ONG experte sur les questions de transports

26 Pays

63 Membres

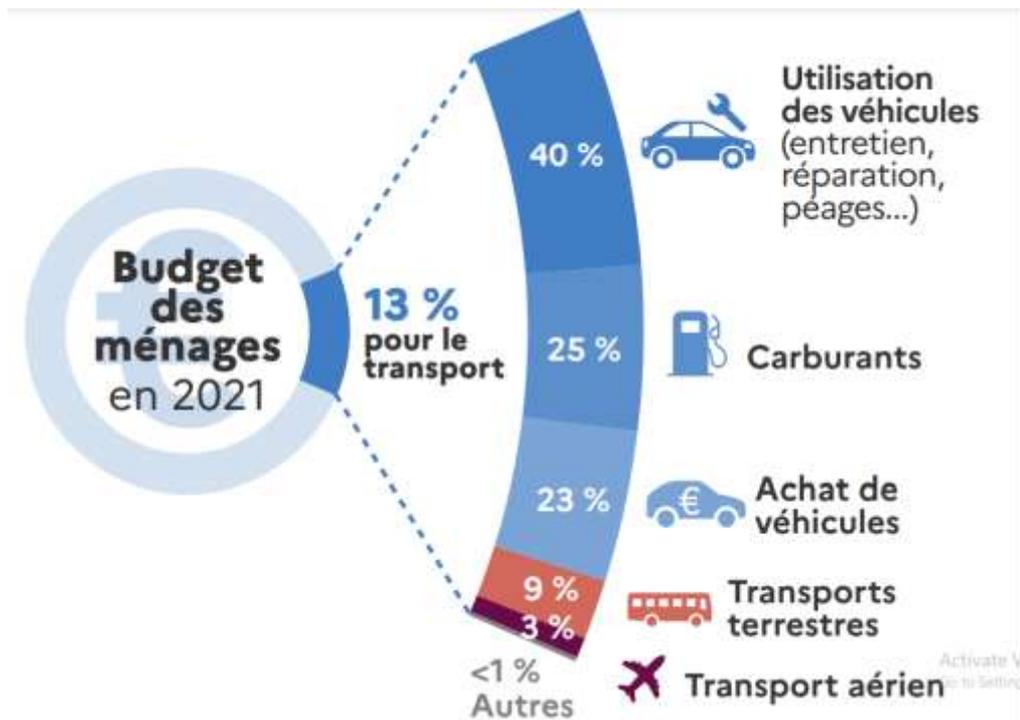
6 Bureaux nationaux



La voiture au coeur de nos mobilités

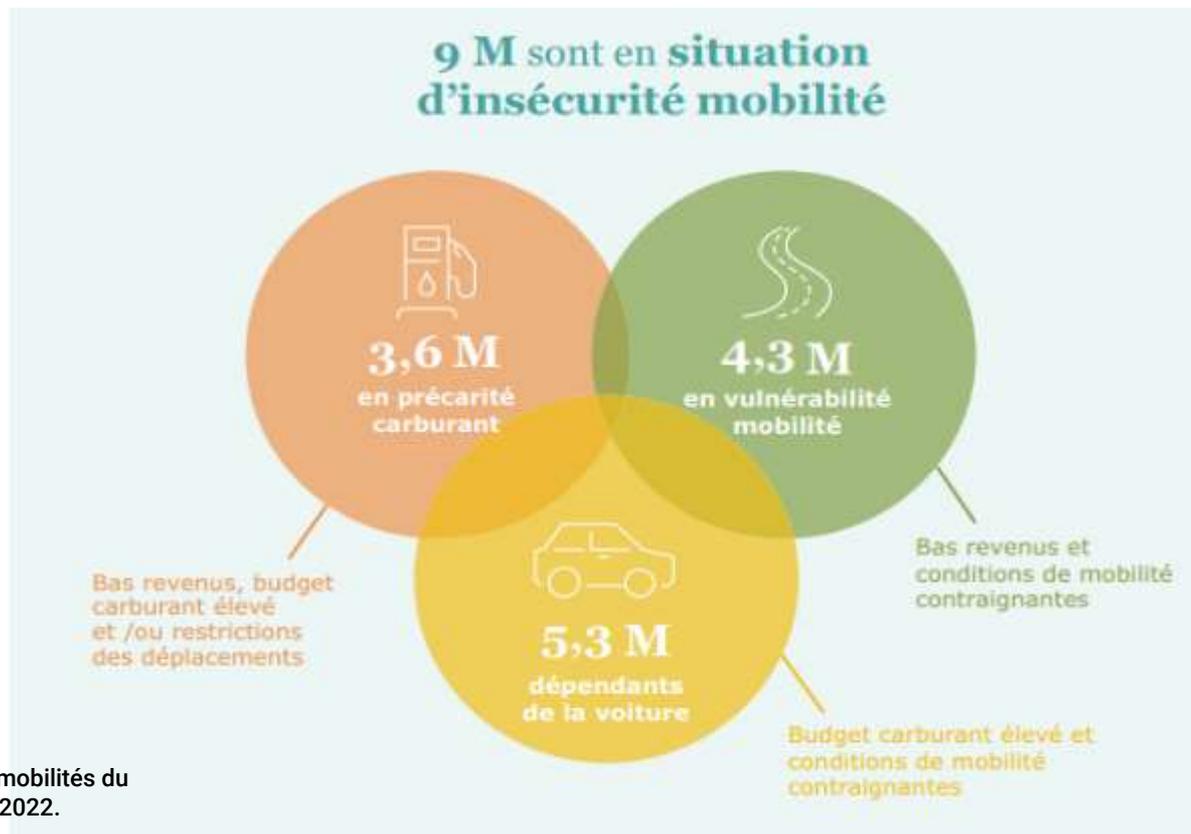
- **Mode privilégié de déplacement** : 72% des Français utilisent principalement la voiture pour leurs déplacements du quotidien.
- **1 Français sur 2** n'a pas le choix de son mode de déplacement.
- Un **usage "solo"** : 83% des déplacements domicile travail en agglomération sont solo (Baromètre autosolisme 2023).
- Déterminant de l'organisation des territoires
- Déterminant de l'**organisation des activités économiques**
- Le nombre de kilomètres parcourus par les véhicules routiers a progressé de 42 % depuis 1990 ;

Les transports représentent 13% du budget des ménages



[Les transports en France, chiffres clés et tendances, 2021, CGDD, SdeS.](#)

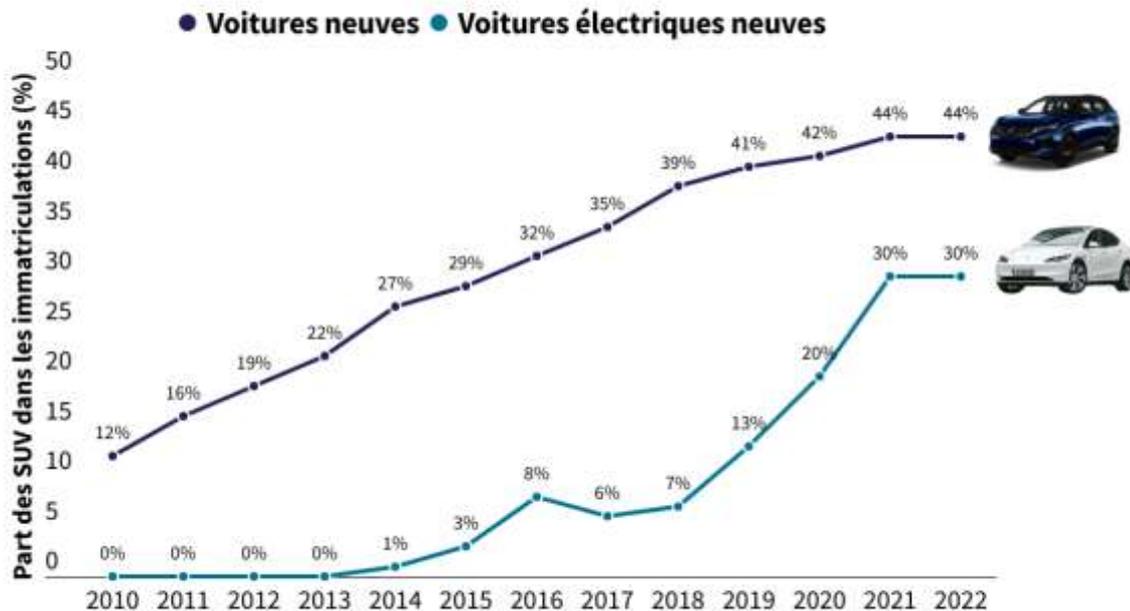
PRÉCARITÉ MOBILITÉ : UN PHÉNOMÈNE MASSIF



Source : Baromètre des mobilités du quotidien, FNH-Wimoov 2022.



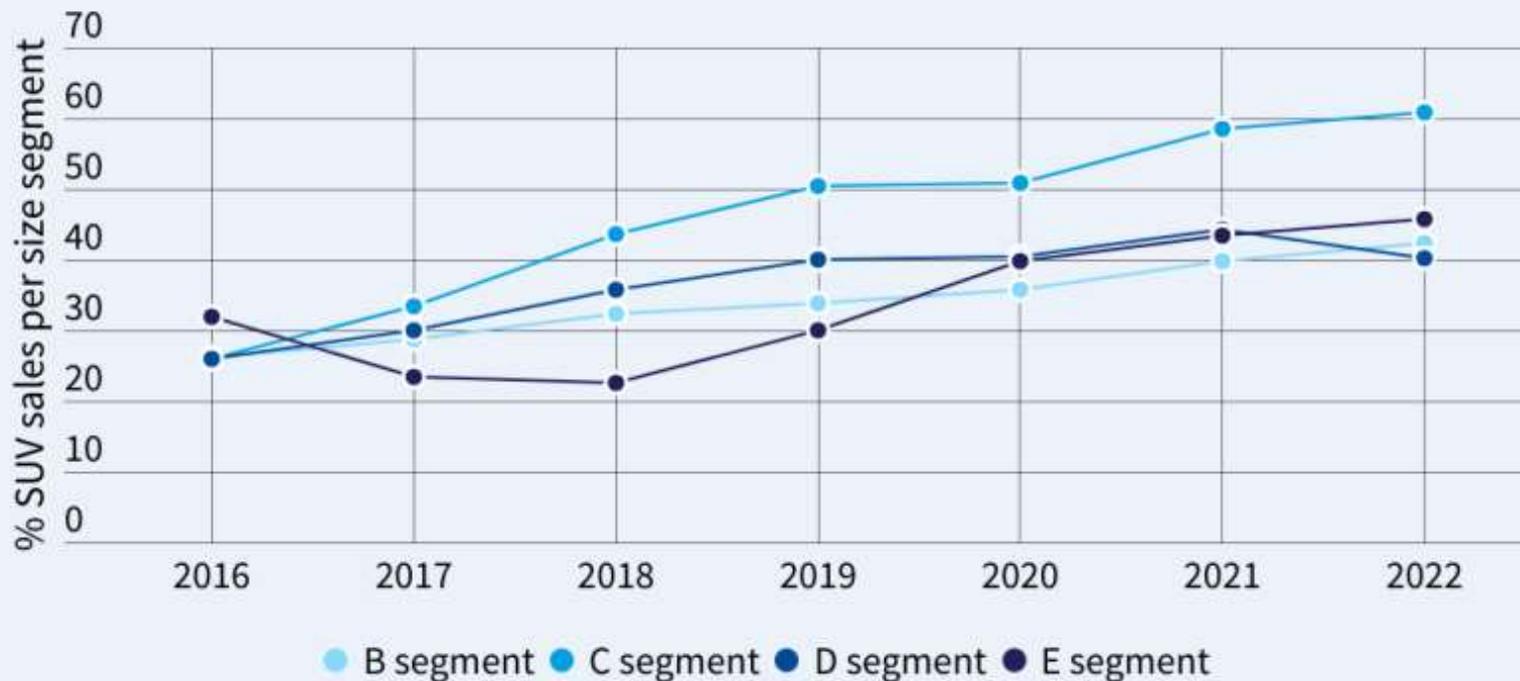
Évolution des parts de marché des SUV en France



Source : EEA (2010-2021) et Dataforce (2022). Immatriculations de véhicules particuliers neufs.

Des modèles de véhicules plus confortables, plus surs, mais aussi plus lourds, plus imposants.

Plus impactants pour l'environnement.



Sales of six carmakers (BMW, Mercedes-Benz, Renault, Stellantis, Volvo Cars and Volkswagen)
 Scope: Passenger car registration in the EU27, excluding segment M (passenger vans/mini-vans)
 Source: T&E analysis of EEA annual car registration data (2016-2021) and Dataforce (2022)

Part des ventes de SUV par segment entre 2016 et 2022.

Le marché auto porté par un imaginaire autour de 4 dominantes :
liberté, individualisme, distinction/ le statut social, la sécurité



**Quel récit
autour des
mobilités
décarbonées
?**

Conversion des flottes

Marie Chéron -T&E bureau France - marie.cheron@transportenvironnement.org

En France, plus d'une voiture neuve sur deux est mise en circulation via un contrat de leasing

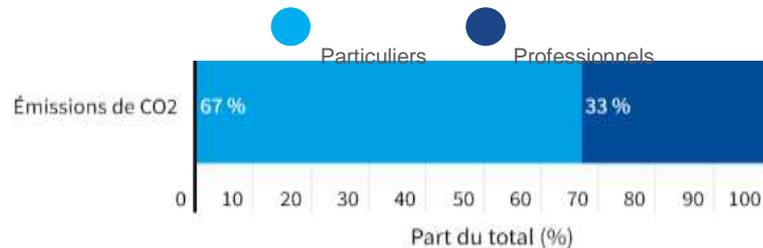
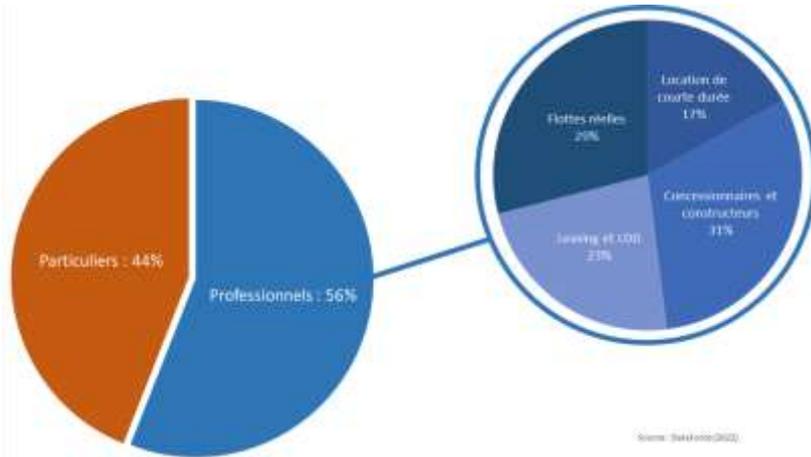


Leasing (LOA et LLD) Achats directs

Source : NGC-Data (2023). Immatriculations de voitures neuves en janv.-mai 2023.



Electrification des flottes : levier de transition majeur mais négligé



- **Enjeu climatique important**

- Plus d'1 véhicule vendu sur 2
- $\frac{2}{3}$ des émissions de CO₂ des véhicules neufs (cf. plus forte intensité d'usage : 21 000 km vs. 12 000 km)

- **Acceptabilité politique plus forte**

- Cible les entreprises et non les ménages
- Transition encore plus avantageuse économiquement (cf. TCO du VE)

- **Bénéfices sociaux à moyen terme**

- Alimente le marché de l'occasion (80 % des ménages) en VE plus abordables au bout de 4-5 ans



Les sociétés de leasing, faux leaders de la transition vers le véhicule électrique

| | Transparence des performances environnementales | Objectif de fin de location des voitures à pétrole | Objectif de transition vers la voiture électrique | Part de voitures électriques vs. marché | Ratio PHEV* / voitures "électrifiées" vs marché | Emissions moyennes de CO ₂ par voiture vs. marché | Part de grosses voitures vs. marché |
|---|---|--|---|---|---|--|---|
| VOLKSWAGEN FINANCIAL SERVICES <small>THE NEW TO MOBILITY</small> | Pas de transparence | Pas d'objectif | Pas d'objectif | Inférieure au marché | Supérieure au marché | Supérieure au marché | Supérieure au marché |
| ALD Automotive | Transparence insuffisante | Pas d'objectif | Objectif d'électrification | Inférieure au marché | Supérieure au marché | Supérieure au marché | Supérieure au marché |
| MOBILIZE FINANCIAL SERVICES | Transparence insuffisante | Pas d'objectif | Pas d'objectif | Inférieure au marché | Inférieure au marché | Equivalente au marché | Inférieure au marché |
| ARVAL <small>BNP PARIBAS GROUP</small> | Transparence insuffisante | Pas d'objectif | Objectif faible | Inférieure au marché | Supérieure au marché | Supérieure au marché | Supérieure au marché |
| LEASYS | Transparence insuffisante | Pas d'objectif | Pas d'objectif | Pas de données | Pas de données | Pas de données | Pas de données |
| ALPHABET | Pas de transparence | Pas d'objectif | Pas d'objectif | Inférieure au marché | Supérieure au marché | Supérieure au marché | Supérieure au marché |
| ATHLON | Transparence insuffisante | Pas d'objectif | Pas d'objectif | Inférieure au marché | Supérieure au marché | Supérieure au marché | Supérieure au marché |

Note : Le critère 3 est basé sur les normes de CO₂ de l'UE et les plans de production des constructeurs automobiles (LMC Automotive). Les critères 4-7 sont basés sur les immatriculations françaises (NGC-Data).

* PHEV = hybrides rechargeables



Électrification des voitures de société

Résumé des propositions:

- Augmentation de la Taxe sur les Véhicules de Société (TVS) sur les VT.
- TVS: abroger l'exemption des hybrides
- Doubler la fiscalité de l'avantage en nature pour les voitures thermiques et les VHR
- Suppression progressive des amortissements pour les voitures thermiques
- Renforcer la loi Climat et Résilience avec des pénalités



Le rôle des entreprises



Définition

- On distingue :
 - a. **Déplacements domicile travail**
 - a. **Déplacements professionnels : 40 % des personnes en emploi se déplacent quotidiennement ou presque sur leur temps de travail.** Ils parcourent quotidiennement ou presque jusqu'à 100 kilomètres par jour en moyenne. Auxquels certains doivent ajouter les déplacements domicile-travail.
 - a. **Travailleurs mobiles.**
-

Le rôle des entreprises

- Les entreprises participent au financement des transports en commun, via le versement mobilité, contribution locale calculé sur la base des rémunérations des salariés (de 0 à 3%).
 - La loi de décembre 2019 intègre la mobilité dans le champ de la négociation sur l'égalité professionnelle et la qualité de vie au travail. => notamment pour réduire le coût des déplacements des salariés, et développer des pratiques plus vertueuses.
 - La définition d'un plan de mobilité est obligatoire pour les entreprises de plus de 50 salariés (LOM).
 - **Le PDE** : un plan d'action qui vise à optimiser et augmenter l'efficacité des déplacements des salariés d'une entreprise, pour diminuer les émissions polluantes et réduire le trafic routier" (ADEME).
-

Les actions possible

- Favoriser le vélo et la marche : stationnement sécurisé, douches et vestiaires, achat de matériel, ateliers réparation, coaching vélo...
- Informations sur les modes de transports, les horaires des TC...
- Favoriser le covoiturage : place de stationnement dédiées, plateforme de mise en relation, garantie retour...
- Flexibilité des horaires
- Développer le travail à distance dans des sites décentralisés.
- Encourager l'habitat de proximité : aide à l'acquisition ou à la location de logements plus proche du lieu de travail des salariés
- Les formations à l'éco-conduite

...

Leasing social

Propositions pour un mécanisme
innovant

Marie Chéron - T&E bureau France - marie.cheron@transportenvironnement.org

- **Le leasing doit permettre à des ménages aux revenus modestes de louer un véhicule électrique pour un loyer mensuel à bas prix : à partir de 100 euros pour une petite citadine (entretien compris).**
- **Le prix pourra varier en fonction des revenus et du modèle (micro-cars, citadine, compacte).**

Le LEASING SOCIAL pour favoriser l'accessibilité de la voiture électrique aux personnes qui, dépendantes de la voiture au quotidien, n'ont pas accès à l'électrique.

- Rappel :
 - 45% des français n'ont pas le choix de leur mode de déplacement au quotidien (BMQ - Wimoov-FNH 2022).
 - La voiture reste le mode de déplacement majoritaire (63% des déplacements (Sdes).
 - L'électrique demeure 30% + cher en moyenne que le thermique

Les 4 étapes du leasing social

Fabrication

- L'Etat contractualise avec les constructeurs pour des véhicules sobres et adaptés aux besoins.

01



02



Location

- Les ménages éligibles souscrivent auprès d'un organisme dédié, pour 2 ans minimum.

Usage

- L'entretien-réparation est réalisé par un réseau agréé.
- L'entretien fait l'objet d'un contrôle régulier et la réparation mise en priorité sur des pièces de réemploi.
- En cas de rupture du contrat, le véhicule est loué à un autre bénéficiaire. L'Etat est garant en cas de non-paiement.
- Il est revendu au ménage ou sur le marché de l'occasion au bout de 10 ans.

03



04



Fin de vie

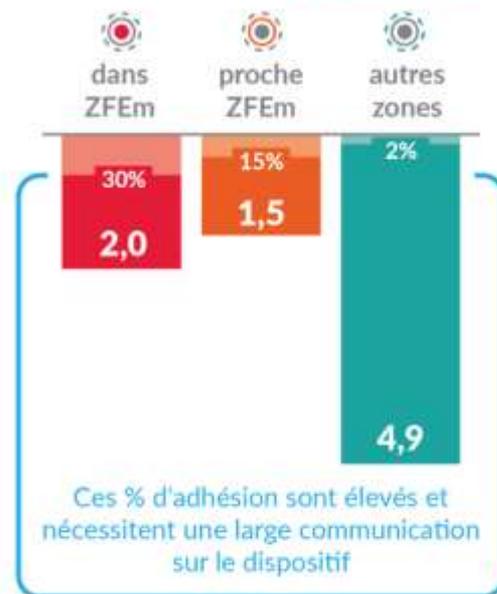
- Le véhicule rejoint la filière des véhicules hors d'usage.
- Le recyclage (batterie et véhicule) est poussé à son maximum.



Estimation des besoins et taux de recours



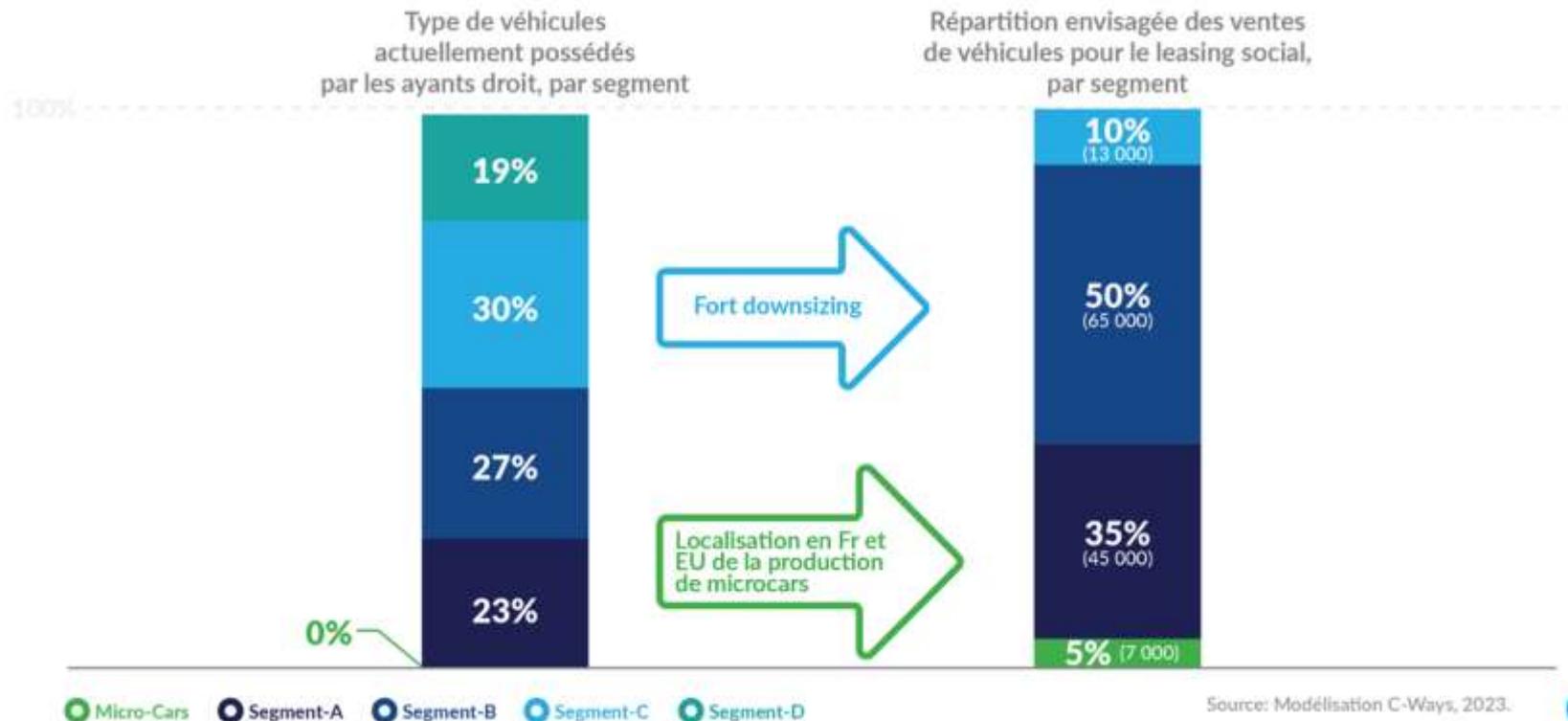
En prenant en compte des taux de recours variables, le nombre de bénéficiaires potentiels est de **0,9 Millions**.



- **Le leasing social doit se traduire par un contrat entre l'État et les constructeurs.**
- **Ce contrat vise à orienter l'industrie vers la production de petits véhicules électriques abordables en France et en Europe.**



Le leasing social implique de produire plus de petits véhicules en Europe et en France

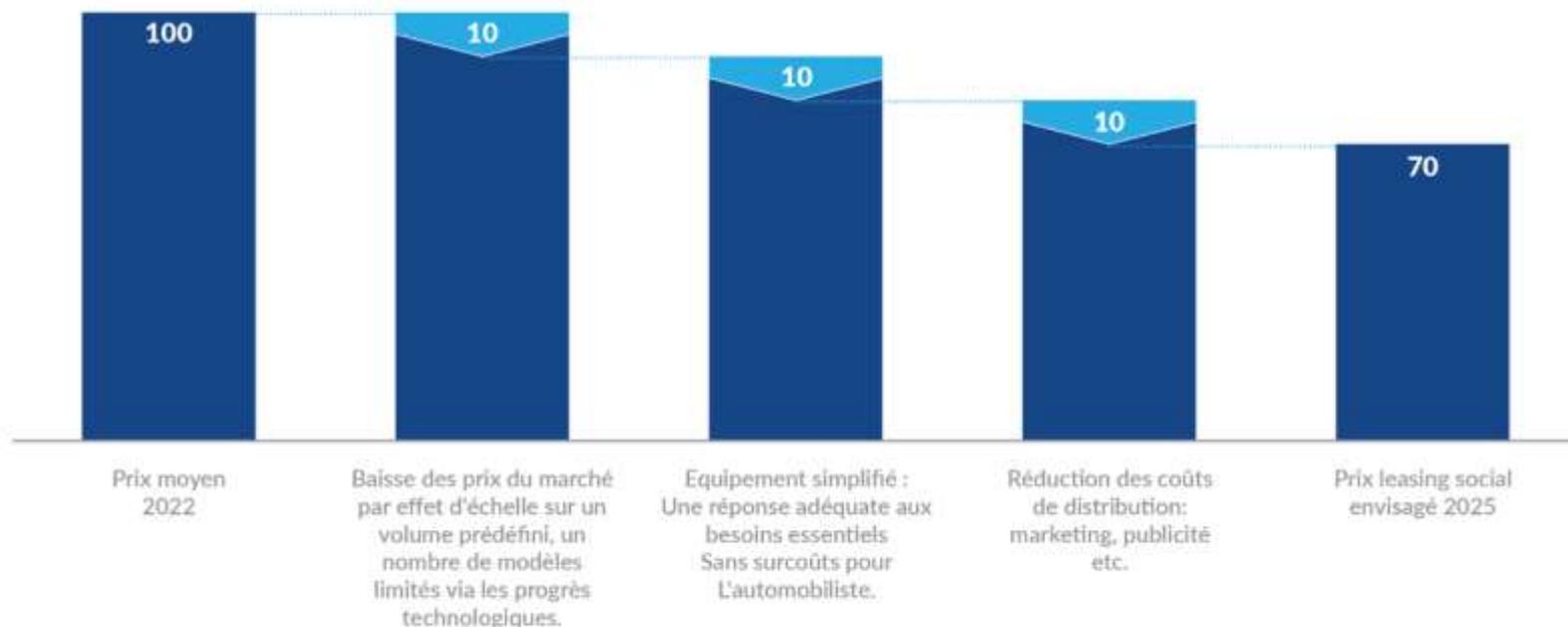


- Pour parvenir à louer les véhicules à un prix réduit, il est nécessaire de pouvoir compter sur les subventions publiques, mais surtout sur des produits moins chers (-30%) :
 - véhicules plus légers, plus sobres,
 - équipés simplement,
 - avec des frais réduits de marketing et distribution, liés à un marché captif.



Trois leviers pour réduire de 30% le prix des véhicules en leasing social

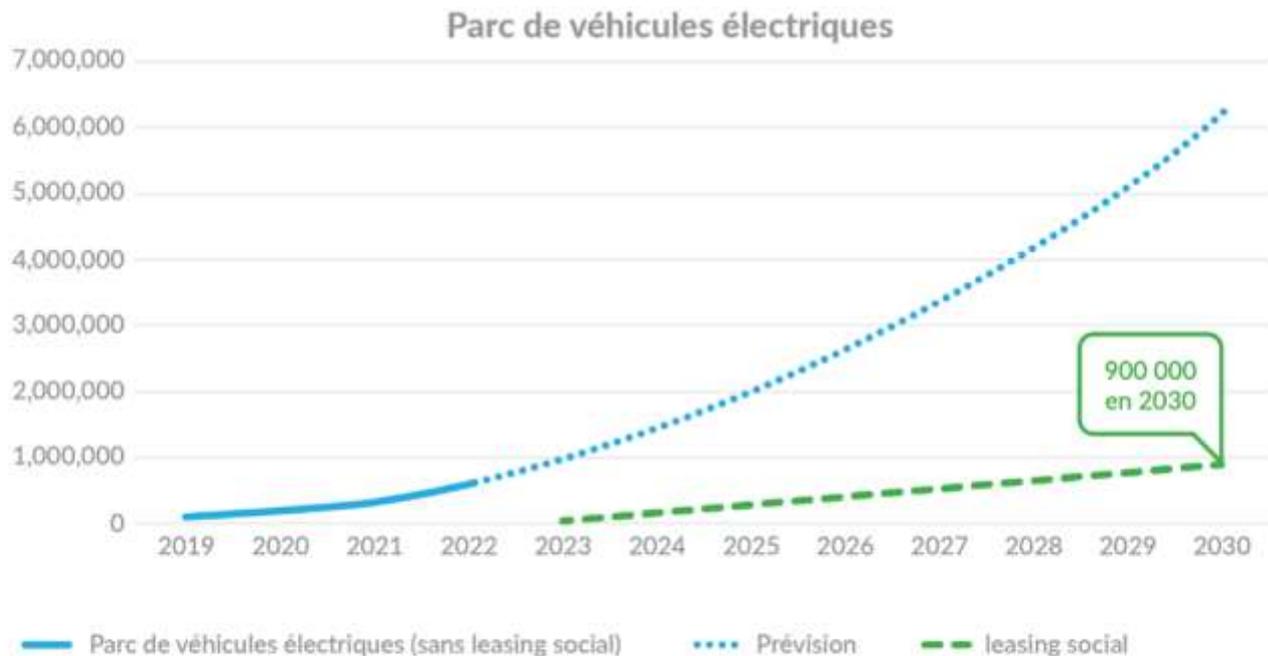
Prix envisagé pour les VE du leasing social en 2025 (base 100 = prix moyen 2022)



- L'opportunité économique pour l'industrie et les services (entretien et réparation) est réelle dans la mesure où le leasing est un marché additionnel.
- Ce marché pourrait représenter jusqu'à 900 000 véhicules électriques d'ici 2030, soit 15 % des voitures électriques en circulation à cette échéance.



Le leasing social pourrait représenter jusqu'à 15% des voitures électriques en circulation 2030



Source: Modélisation C-Ways, 2023.

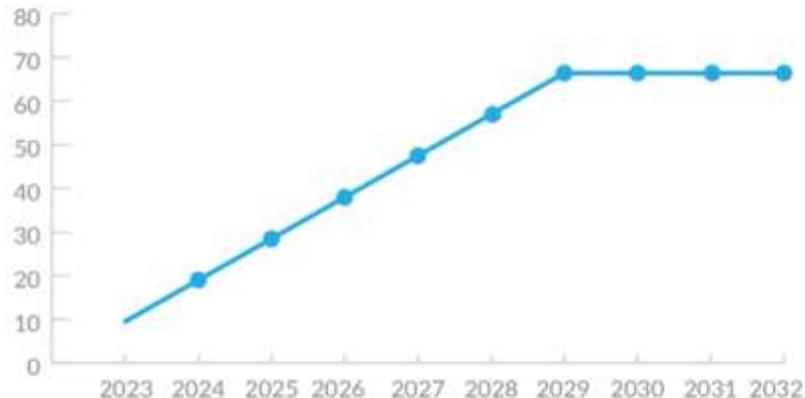


- **Le leasing social peut devenir un des piliers de la politique industrielle européenne, en orientant l'offre vers des modèles plus sobres et adaptés aux besoins quotidiens.**
- **Il contribuera à concilier lutte contre le changement climatique, justice sociale et politique industrielle.**

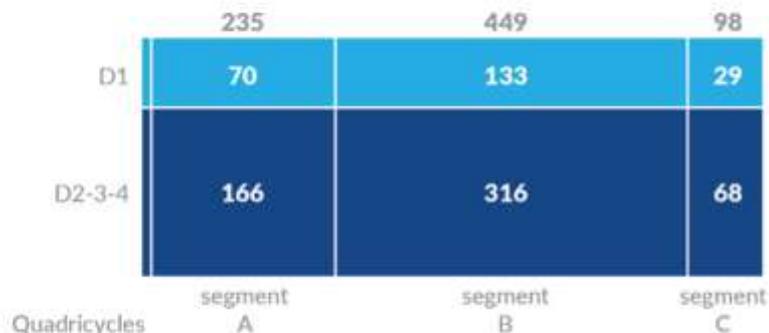


Estimation du budget de l'Etat pour le leasing social

Budget à provisionner pour la garantie des loyers (M€)



Aides annuelles de l'Etat (800M€)



- Si l'Etat central a un rôle clé à jouer dans le dispositif, il est essentiel d'impliquer aussi les acteurs territoriaux (collectivités, plateformes mobilité) pour bien cibler les bénéficiaires et adapter l'offre aux besoins.



Mettre en place une gouvernance partagée

